

**Assemblée générale
d'attac suisse
17 septembre 2005**

Un Autre Monde est Possible!
ATTAC



Motion d'orientation politique pour l'année 2005/2006

1. Une situation contrastée

Si le néolibéralisme a connu une période de domination totale, la situation actuelle est beaucoup plus contrastée : l'effondrement de la nouvelle économie, l'enlisement de l'occupation états-unienne en Irak et l'échec patent des plans d'ajustement structurel au Sud ont ébranlé les paradigmes sur lesquels s'était construite la mondialisation du capital. Il devient de plus en plus clair que les politiques néolibérales sont un échec: La croissance est aujourd'hui moins importante qu'il y a vingt ans, et les remèdes néolibéraux pour réduire la pauvreté n'ont apporté aucune guérison. Au contraire, même l'Europe, la zone la plus riche du monde, connaît une dégradation nette de la situation sociale, notamment sur les plans du chômage, de la pauvreté et de l'exclusion sociale, touchant notamment les couches les plus fragilisées de la société, et de manière particulière les femmes.

Mais cette crise de légitimité du système ne signifie de loin pas son effondrement, car les dirigeants du monde ne font que reconduire les mêmes prescriptions. Or, les coûts sociaux, politiques et économiques de sa survie deviennent de plus en plus lourds à supporter. Ainsi, la victoire électorale en début d'année aux Etats-Unis des secteurs les plus réactionnaires de la première puissance impérialiste est de mauvais augure non seulement pour le peuple irakien, mais aussi pour tous les mouvements d'émancipation, notamment en Amérique latine ; l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) continue à ouvrir brutalement les marchés du Sud pour les multinationales du Nord, malgré les importantes protestations à l'échelle mondiale ; au sein de l'Union européenne, tant la stratégie de Lisbonne que la directive sur les services (la « Directive Bolkestein ») prévoient d'accélérer le démantèlement des systèmes de protection sociale et des services publics, faisant fi des mobilisations sociales dans la plupart des pays ; et le gouvernement suisse, pour ne prendre qu'un exemple, agit comme si sa politique fiscale n'avait pas été refusée en votation populaire l'année passée et continue à défiscaliser allégrement les actionnaires et les entreprises.

Il s'avère ainsi que si le mouvement altermondialiste a su imposer l'idée d'un « autre monde possible » dans le débat public, il n'est qu'au début de son combat. En effet, pour ne pas se cantonner à un rôle purement idéologique et extérieur aux préoccupations des personnes, il lui faut peser de plus en plus sur les politiques tant locales que globales, et obtenir des avancées plus concrètes. Une avancée importante a été, sans nul doute, la victoire du « non » en France au Traité constitutionnel européen qui a réouvert la possibilité de penser une autre Europe que celle dont le seul moteur serait « la concurrence libre et non faussée ».

2. Des ouvertures – et des raccourcis à éviter

Cette victoire, qui est celle de tous les mouvements sociaux en Europe, nous met aujourd'hui, en Suisse aussi, devant une série de nouveaux défis. Ainsi, se pose avec urgence la question du rôle que peut jouer le mouvement altermondialiste, et notamment attac, dans un projet de transformation sociale. Un regard au-delà des frontières suisses permet d'identifier quelques raccourcis qu'il semble judicieux d'éviter.

Tout d'abord, en France comme en Allemagne, les récentes mobilisations sociales ont permis d'ouvrir ou de reconfigurer des espaces électoraux pour une gauche anti-néolibérale. Si de telles évolutions sont à saluer, il est toutefois important que le mouvement altermondialiste ne résume pas son action à favoriser le débouché électoral de tel ou tel parti. En effet, une telle conception remet au goût du jour une hiérarchisation entre mouvement social et partis politiques, ces derniers étant censés être les seuls capables de traduire dans les faits les exigences du premier. D'autre part, cette conception réduit la

politique au débouché électoral alors que *le mouvement altermondialiste a justement l'ambition d'être un acteur politique à part entière, se dotant aussi d'instruments d'intervention directe sur la scène politique.*

Dans le même ordre d'idées, nous assistons depuis quelque temps à un changement de discours de la part des élites néolibérales en quête d'une nouvelle légitimité. A titre d'exemple, le Premier ministre Tony Blair a consacré une grande partie de sa présidence du G8 de cette année à la « lutte contre la pauvreté ». Bon nombre d'ONGs du monde entier l'ont soutenu de bonne foi – en oubliant qu'il n'est pas possible de combattre la pauvreté au moyen de politiques néolibérales et sans s'attaquer aux inégalités profondes qui traversent nos sociétés. Or, face à ce brouillage idéologique, un retour aux racines du mouvement altermondialiste s'avère utile : la charte de principes de Porto Alegre indique que le mouvement doit permettre la construction de propositions alternatives qui « s'opposent à un processus de mondialisation capitaliste, commandé par les grandes entreprises multinationales et les gouvernements et institutions internationales au service de leurs intérêts ». En d'autres termes, *un processus de transformation sociale répondant à ces aspirations ne peut que s'inscrire dans une dynamique portée par des puissantes mobilisations sociales. Le choix des priorités et des échéances de mobilisations doit se faire de manière autonome, indépendamment des partis et gouvernements.*

Le succès des campagnes centrales d'attac suisse de l'année écoulée – en première ligne la campagne contre l'Accord général sur le commerce des services (AGCS) de l'OMC et la lutte pour le maintien des services publics ; les mobilisations contre l'OMC à Genève ; la campagne de solidarité en lien avec le référendum sur la Constitution européenne en France – montre que c'est en gardant notre autonomie de pensée et d'action, tout en restant ouvert-e-s à des collaborations aussi larges que possible, que nous répondons au mieux à la vocation d'attac qui est celle d'être un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action et dont l'originalité réside dans sa capacité de lier les actions locales au contexte global. C'est dans la continuité et le renforcement de cette dynamique que l'Assemblée Générale d'attac suisse décide d'engager l'association pour l'année 2005/2006.

3. Occuper le terrain des luttes sociales à l'échelle locale...

La construction de mobilisations sociales ne peut trouver son fondement que dans le travail de terrain, où se rencontrent des militant-e-s de base qui commencent à forger un horizon commun à travers des analyses et des luttes menées en commun. L'extraordinaire expérience des centaines de comités pour le « non » en France témoigne de cette immense intelligence qui se dégage quand les personnes commencent à prendre en main leur avenir et à se réapproprier la politique. A une moindre échelle, la campagne pour des « zones hors-AGCS » s'en est inspirée, créant partout en Suisse des contextes de discussion sur la politique de l'OMC et l'avenir des services publics.

Or, cette campagne peut encore gagner en envergure si ces militant-e-s engagé-e-s contre l'AGCS commencent à occuper le terrain des luttes sociales à l'échelle locale (politiques de privatisation, politiques d'austérité, etc.), en impulsant des fronts larges de défense des services publics. Dans ce sens, attac suisse s'engage à

- **renforcer la campagne pour les « zones hors AGCS », notamment en promouvant l'idée d'une Convention suisse des collectivités publiques de défense du service public;**
- **impulser là où il est possible des mobilisations ou comités pour la défense du service public qui s'engagent contre les mesures de privatisation, contre le démantèlement social et contre la politique fiscale profondément anti-sociale.**

4. ...et européeniser les espaces de mobilisation et de discussion

Les luttes pour la défense du service public ou pour une politique fiscale alternative sont autant de sujets qui dépassent aujourd'hui le cadre national. Non seulement, il semble illusoire de formuler des réponses alternatives sans tenir compte de l'espace économique et politique que constitue l'Europe, mais surtout,, il est évident que, dans toute l' Europe, les mouvements sociaux luttent pour les mêmes

revendications. Il est donc temps d'européaniser nos espaces de mobilisation et de discussion en favorisant les campagnes communes.

Dans ce cadre, quelques échéances sont de première importance. Elles essaient toutes de donner suite au « non » français et néerlandais contre le Traité constitutionnel européen et à en renforcer la dynamique contestataire. Premièrement, une Convention des « zones hors-AGCS » d'Europe en défense du service public est prévue à Liège le 22 et 23 octobre. Deuxièmement, au sein des attac d'Europe un vaste calendrier de discussions et de mobilisations est prévu, dans la perspective du Conseil européen de fin d'année et de l'organisation en parallèle de la Convention des attac d'Europe à Bruxelles. Troisièmement, les mouvements sociaux prévoient en vue du Forum Social Européen d'Athènes en avril 2006 le lancement d'une pétition européenne « Pour une Autre Europe », visant à recueillir plusieurs millions de signatures. Ces échéances constituent une opportunité pour le débat sur la nature du projet européen que nous voulons, débat pour lequel nous proposons la participation active des militant-e-s d'attac suisse :

- **en mobilisant pour la Convention des collectivités publiques à Liège le 22 et 23 octobre 2005;**
- **en impulsant ou en participant à des « comités de base pour la pétition « Pour une autre Europe » et en soutenant activement l'initiative d'attac France de créer des jumelages entre comités locaux de différents pays ;**
- **en mobilisant pour la Convention des attac d'Europe en décembre 2005.**

Mais l'Europe (Suisse comprise) n'est pas uniquement un vaste chantier du libéralisme. Elle est aussi un acteur majeur dans la politique économique mondiale, à côté de l'autre puissance impérialiste, les Etats-Unis. Malgré les promesses faites lors du G8 en Ecosse concernant l'annulation de la dette, la suppression de la pauvreté et l'accroissement de l'aide au développement, leur politique continue à creuser les inégalités dans le monde, notamment par leur domination dans des institutions économiques et financières internationales.

L'ONU met en avant les « Objectifs du millénaire pour le développement (OMD) », or les gouvernements des pays du Nord sont refusent de dégager les ressources financières nécessaires pour combattre la pauvreté. De même, les politiques de réduction de la pauvreté préconisées par la Banque Mondiale détruisent les systèmes de protection sociale et privatisent les services sociaux, les rendant ainsi inaccessibles aux plus démunis-e-s. Finalement, les politiques de l'OMC obligent les pays pauvres à ouvrir leurs frontières aux marchandises et services en provenance des pays riches. Les conséquences directes de ces politiques sont la désindustrialisation et le chômage, mais aussi la mise en concurrence directe des salarié-e-s du monde entier à travers le Mode 4 de l'AGCS.

C'est contre cet ensemble de politiques qu'il est important qu'attac suisse continue à intervenir dans le débat politique afin de se confronter à d'autres forces sur le contenu des alternatives au néolibéralisme et de proposer une série de « points de rupture » – l'abrogation immédiate des « réformes » libérales de la protection sociale, l'appropriation sociale des services publics, la taxation des transactions financières, la fin du libre-échange total, l'annulation de la dette du tiers-monde, la souveraineté alimentaire– en deça desquels aucune politique nouvelle ne peut changer la donne. Cette intervention se fera sur plusieurs plans, notamment :

- **en participant activement aux mobilisations contre le Conseil général de l'OMC du 15 au 20 octobre 2005 à Genève et lors de la conférence ministérielle de décembre ;**
- **en soutenant activement l'Audition contre Nestlé le 29 et 30 octobre 2005 ;**
- **en organisant, dans le cadre de la mobilisation contre le World Economic Forum, la septième édition de l'Autre Davos en janvier 2006.**

Le secrétariat d'attac suisse